MOTION PRESENTÉE PAR LES REPRESENTANTS DES PROFESSEURS

au conseil d'administration du 12/02/2015

Demandant des décharges de services pour des professeurs exerçant des missions particulières.

Le décret n°2014-940 du 20 août 2014 relatif aux obligations de service et aux missions des personnels enseignants ne mentionne plus de décharges de service statutaires comme c'était le cas auparavant pour permettre à certains professeurs d'exercer certaines missions. Néanmoins, il énonce dans son article 3 que « (...) *les enseignants(...)peuvent, pour répondre à des besoins spécifiques **et avec leur accord**, exercer des missions particulières(...). Les enseignants exerçant ces missions peuvent bénéficier d'un allègement de leur service(...)sur décision du recteur de l'académie(...)après proposition du conseil d'administration de l'établissement(...)* ». Nous sommes toujours dans l'attente d'un décret indemnitaire encore en cours de discussions avec les organisations syndicales, mais ce principe d'une décharge possible est inscrit dans ce décret statutaire. Le « memento de calcul de la DHG » édité par le Rectorat de l'Académie de Créteil le 08 janvier 2015 note (en page 3) que « *les missions particulières(...)exercées par certains professeurs au sein de leur établissement (...) seront désormais rémunérées grâce à une indemnité de mission particulière (IMP) (...). **A partir de la rentrée elles [ces missions] seront reconnues, soit par le versement de l'IMP, soit par une décharge de service, qui reste possible*** ».

Devant la lourdeur des tâches relatives à **l'informatique pédagogique dans notre établissement, nous demandons que cette mission continue à donner lieu à neuf heures de décharge de service** pour le(s) professeur(s) les assurant, comme c'était le cas les années précédentes. Cette demande argumentée avait déjà été portée dans une motion adoptée par le Conseil d'Administration de notre établissement le 27/11/2014. Alors que l'informatique, l'usage du numérique prend une place de plus en plus importante dans notre établissement, seul un tel dispositif peut permettre d'assurer convenablement cette tâche au service des élèves et de tous les personnels de l'établissement. A défaut le professeur concerné a déjà annoncé qu'il renoncerait à assurer cette mission, et le risque est extrême que personne ne veuille l'assurer et qu'aucun volontaire ne se charge de ce travail si lourd sans décharge de service.

De même la **gestion des laboratoires de SVT, de Biochimie, de Physique-Chimie, du cabinet de Langues et de celui d'Histoire-Géographie**, sont des tâches parmi les plus lourdes qui donnaient jusqu'à présent lieu statutairement à une diminution de service. Seules des décharges de service peuvent permettre de les assurer convenablement au service des élèves. **Nous demandons donc que ces cinq missions donnent chacune lieu à une heure de décharge de service pour chacun des cinq professeurs qui en auront la charge.**

D'autres missions nécessiteront peut-être un tel allègement de service, mais dans l'attente d'un décret indemnitaire toujours inconnu, ce qui n'est pas sans poser de gros problèmes au moment où se prépare la prochaine rentrée, il est encore trop tôt pour les mentionner : le Conseil d'Administration aura à se positionner d'ici peu, avec peut-être alors de nouvelles demandes de décharges de service.